

# Et si l'embargo contre le Qatar virait à la guerre économique globale?



Pierre Conesa, ancien responsable de la direction des affaires stratégiques au ministère de la Défense, livre son analyse de l'embargo organisé par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis contre le Qatar. La crise pourrait prendre une ampleur internationale.

Attention, danger ! Les tensions entre le Qatar et ses voisins (Arabie saoudite et des Emirats arabes unis) pourraient dégénérer en véritable guerre économique, qui toucherait des entreprises du monde entier y compris françaises. Telle est l'analyse que livre à Challenges Pierre Conesa, ancien

responsable de la direction des affaires stratégiques au ministère de la Défense et ancien directeur général de la société d'intelligence économique CEIS.

L'auteur de Docteur Saoud et Mister Djihad : la diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite (préface d'Hubert Védrine, Robert Laffont, 2016) a réalisé une visite de quatre jours au Qatar, sous embargo depuis le 5 juin. Il était convié sur place par un collectif d'hommes d'affaires non qatariens inquiets des suites économiques possibles de la crise régionale. Il a rencontré deux ministres, des responsables français et étrangers des différents groupes présents sur place, des expatriés et des Qatariens. Et le fruit de son enquête est inquiétant.

Dans les supermarchés, " la panique a duré 5 à 6 jours " assure le représentant d'une grande surface. Pour les denrées du quotidien, le Qatar s'est largement remis de l'embargo imposé par l'Arabie Saoudite, les Emirats, le Bahreïn et l'Egypte. Les fournisseurs turcs, iraniens, indiens, azerbaïdjanais et européens ont rapidement compensé les fruits et légumes saoudiens et les rayons des magasins sont pleins. Heureuse surprise, les produits sont même aujourd'hui moins chers et de meilleure qualité que ceux du royaume voisin. L'embargo pourrait se révéler à double tranchant : qui va dorénavant acheter les produits frais saoudiens ? Et la conséquence de cette réorganisation des circuits commerciaux pourraient avoir des conséquences au-delà de Riyad : Doha, par solidarité ou par paresse, achetait les produits étrangers réexportés par Dubaï, le grand hub des Emirats, à raison de 600 millions de dollars par mois. La cité marchande est dorénavant triplement pénalisée, puisque l'Iran, client fidèle autrefois, joue la carte qatarienne. Pour l'heure, le Qatar a quant à lui, eu l'intelligence de ne pas couper le Pipe Dolphin qui approvisionne Dubaï en gaz. Mais s'il venait à le faire, la ville se retrouverait brutalement sans lumière...

Les chameaux bloqués aux frontières

Tous ces éléments tendent à montrer combien l'embargo lancé par les quatre pays alliés a été mal préparé. Alors que le roi d'Arabie venait tout juste de faire sa première visite d'Etat chez son petit voisin en décembre 2016, que le président américain terminait à peine de quitter Riyad en mai, l'ultimatum est tombé mélangeant toutes sortes d'exigences : fermeture de la chaîne Al Jazeera, expulsion de tous les opposants, rupture des relations diplomatiques avec l'Iran, fermeture de la base turque, et enfin, cerise sur le gâteau, l'arrêt du « financement du terrorisme » à savoir le financement des Frères Musulmans. Le tout devait être exécuté sous dix jours et assorti de pénalités financières et de contrôles. Les mesures vexatoires se sont multipliées. Même les chameaux qatariens ont été bloqués à la frontière saoudienne ! Des conditions tellement surprenantes que ni le Koweït, ni Oman, autres pays membres du Conseil de coopération du Golfe, ne respectent l'embargo.

Pour autant, cette crise ne semble pas proche d'une résolution. Elle menace même de prendre une ampleur inattendue avec un retentissement international. Riyad a ainsi engagé une véritable guerre de communication par agences de relations publiques interposées, en défendant son image à Washington, Londres et Paris. Une bataille que le royaume veut étendre à Moscou, Beijing et même New Delhi... Il sera difficile cependant d'espérer une amélioration de la réputation des Saoud quand ils accusent leur petit voisin de « financer le terrorisme ».

### Pressions multiples

Surtout, les tensions pourraient dégénérer, si l'on n'y prend garde, en une véritable guerre économique. La tentation est grande dans l'entourage des décideurs du Golfe de passer à la vitesse supérieure en forçant directement ou indirectement les entreprises étrangères à choisir entre les protagonistes. En effet, les Emirats et l'Arabie Saoudite n'ont pas de moyens de pression économiques directs : les premiers ne représentent à peine 2% du commerce extérieur du Qatar et les quelques projets patronnés par le Conseil de coopération du Golfe sont

déjà stoppés, à commencer par le TGV continental et la TVA commune. Dans l'autre sens, la Qatar national bank ne compte que 4% de dépôts saoudiens ou émiriens.

Résultat, faute de détenir eux-mêmes les capacités suffisantes, les forces en présence pourraient mettre sous pressions les sociétés étrangères. Cette menace apparaît dans les discours « officiels ». Le 13 juin 2017, l'Ambassadeur des Emirats Arabes Unis à Washington Yousef Al-Otaiba a déclaré qu'Il ne prévoyait pas que la crise dévie vers « un conflit militaire, même si le Qatar refusait de plier ». Par contre, « il y aura une escalade de la pression économique... le Qatar investit des milliards de dollars aux États-Unis et en Europe, puis recycle les bénéfices pour soutenir le Hamas, les Frères musulmans et les groupes liés à Al-Qaïda »[i] . L'Ambassadeur des Emirats arabes unis à Moscou, Omar Ghobash, dans un discours à Londres[ii] a déclaré pour sa part que « l'expulsion du Qatar du Conseil de coopération du Golfe – souvent soulevée comme une possible sanction – n'était pas la seule sanction possible... Il existe certaines sanctions économiques que nous pouvons prendre et qui sont actuellement examinées...L'une d'entre elles serait d'imposer des conditions à nos propres partenaires commerciaux et de dire si vous souhaitez travailler avec nous, alors vous devez faire un choix commercial...Les Emirats Arabes Unis et l'Arabie saoudite pourraient demander à leurs partenaires commerciaux de choisir entre travailler avec eux ou avec Doha ». Une grande banque semble avoir déjà fait l'objet de pressions de ce genre.

### Conflit de (nouvelle) génération

Dernier élément qui rend difficile la résolution de la crise : elle est la première voulue par une nouvelle génération de décideurs, tous convaincus qu'ils sont l'avenir de leur pays. Le Qatarien Sheikh Tamim bin Hamad al Thani (36 ans), ancien de l'académie royale militaire de Sandhurst (Royaume Uni), au pouvoir depuis juin 2013, auteur de la « Qatar National Vision 2030 », a mis un point d'honneur à multiplier les appuis extérieurs et variés par une diplomatie de « soft power ». Un

affranchissement qui ne plaît pas à ses puissants voisins. Mais l'embargo conduit à consolider le sentiment national au sein de sa population, victime expiatoire. Al Thani semble très populaire, y compris aux yeux des expatriés. De plus il n'a pas cédé à la provocation de ses voisins et a habilement joué du droit international contre l'embargo, qui est jugé illégal par l'OMC. Face à lui : le Saoudien Mohamed Bin Salman, dit MBS (32 ans), est doté d'un modeste diplôme juridique de l'Université Islamique de Riyad, mais il tient fermement à imposer ses prérogatives de Prince héritier, titre officiellement accordé le 21 juin, en marchant sur la tête de son cousin Mohamed Ben Nayef. Il est considéré comme le responsable de la catastrophique guerre au Yémen. A 56 ans, l'Emirien Sheikh Mohamed bin Zayed al Nahyan est le plus âgé manifeste, lui, une phobie épidermique de l'islamisme sous tous ses aspects, chiite iranien, Frères musulmans, salafiste ou djihadiste sunnite, dès lors qu'ils s'invitent sur le terrain du pouvoir temporel. Aucun de ces nouveaux dirigeants ne peut céder puisque chacun y joue sa légitimité. La crise va donc durer et probablement provoquer des effets inattendus.

Pierre Conesa

[i] Wall Street journal, 12 juin 2017)

[ii]

<https://www.theguardian.com/world/2017/jun/28/uae-ambassador-t-hreatens-further-sanctions-against-qatar>